

forme de chemins de fer. Elle a prédit alors que ce projet causerait la ruine du pays. Notre commerce devait être anéanti, et les charges publiques augmentées. Eh bien ! ces messieurs de la droite qui se sont opposés à cette dépense de \$30,000,000 et à une subvention additionnelle de 50,000,000 d'acres de terres, et qui proposent maintenant de construire ce chemin moyennant une dépense de \$200,000,000, veulent aujourd'hui des terres même, qui sont la garantie en vertu de laquelle cet argent pourrait être payé.

J'ignore quelles sont les opinions des députés d'Ontario et de Québec sur ce sujet ; mais je ne me soucie guère de les connaître, j'ai un devoir à remplir, et je crois devoir attirer l'attention du Parlement sur la spoliation proposée des terres de l'Ouest.

Ce serait commettre une injustice envers les autres provinces qui d'adopter un acte de ce genre, qui permettrait à des spéculateurs et à des compagnies de chemins de fer de s'emparer des trois quarts de tout le territoire de l'ouest — territoire sur lequel nous basons nos espérances pour construire le grand chemin de fer Canadien du Pacifique.

Je desirais autant que personne procurer des avantages au Nord-Ouest, mais je ne saurais assurément approuver un acte comme celui qui est maintenant soumis à la Chambre. Je ne saurais approuver un projet qui permettrait à des spéculateurs d'accaparer des millions d'acres de terres, avec lesquels on espère que le pays pourra se récupérer de l'argent qu'il dépense maintenant pour développer ce grand territoire.

Nous avions droit de nous attendre à une plus sage proposition de la part du gouvernement. Si l'administration desirait réellement développer ce pays, laissons-lui prendre tous les moyens possibles pour atteindre ce but ; mais pourquoi irions-nous, par une législation de ce genre, paralyser les ressources du pays d'une manière irréparable.

Cette administration s'est engagée à construire ce chemin de fer du Pacifique, qu'elle dénonçait lorsque l'Opposition actuelle était au pouvoir. Cependant, maintenant qu'ils ont le contrôle des ressources du pays, ces messieurs qui étaient si empressés de condamner

l'entreprise, le génie et l'intelligence de leurs prédécesseurs parce que ces derniers voulaient — prétendaient-ils — dépenser inutilement de l'argent, s'efforcent aujourd'hui de paralyser les grandes ressources du Nord-Ouest, qui auraient ajouté énormément à la richesse du Canada.

Je vais maintenant exposer mes objections au bill d'une façon pratique. Je crois que, en vertu de ce bill, un certain nombre de spéculateurs pourraient, en remplissant certaines conditions, construire de un à vingt chemins de fer, accaparant ainsi des centaines de milliers d'acres de terre.

Quand la compagnie du Grand-Tronc vint récemment demander le privilège d'établir une correspondance avec plusieurs autres chemins de fer, et quand le chemin de fer du Sud du Canada vint aussi demander des privilèges, qu'a dit alors l'honorable député de Chateauguay, personne ne se pose mieux que lui en gardien des libertés, des droits et des privilèges, lorsque des pouvoirs énormes sont demandés, et quand ces deux compagnies de chemin de fer firent des demandes à la Chambre, personne ne s'est montré plus soucieux de nos privilèges ou plus zélé que mon honorable ami.

J'ai été très heureux de voir tout le soin qu'a pris l'honorable député pour empêcher les compagnies de chemins de fer d'obtenir les pouvoirs généraux qu'elles demandaient. Je me rappelle fort bien les paroles dont s'est servi l'honorable député. Il nous a dit : " Accordons-leur ce qui est absolument nécessaire dans ce but ; quand elles auront besoin d'autre chose sous forme de législation, qu'elles viennent nous en faire la demande, et si cela est juste, nous l'accorderons."

Quelle est la politique de mon honorable ami aujourd'hui ? et je suis surpris de voir qu'il n'a pas été le premier à faire objection au bill. Quelle aurait dû être sa ligne de conduite, lui qui contrôle presque l'administration dans des questions de ce genre ? Il aurait dû lui dire : " Vous allez faire construire des milliers de chemins de fer, en vertu de ce bill, s'il y a suffisamment de terres : mais le résultat sera que tout ce territoire sera accaparé par des spéculateurs."

Comme l'a dit l'honorable député de